



Reconvocation du CTM : Provocation Imbécile ? Volonté délibérée ?



Le respect de la démocratie conduisait à penser en toute logique que les jours d'appels à la mobilisation contre le projet de réforme des retraites l'administration reporterait les réunions prévues ces jours là comme cela s'est toujours fait. Le conflit actuel semble en sonner le glas, si l'on s'en réfère aux deux dates «sélectionnées» par les responsables politiques et administratifs de Bercy pour la tenue du CTM : le 10 janvier et maintenant le 16 janvier jour de mobilisation interprofessionnelle nationale et en même temps que la manifestation parisienne.

Pour **Solidaires Finances** nous sommes autorisés à nous interroger sur ces positionnements qui relèvent soit d'une provocation imbécile - faire le choix de manifester ou de siéger, soit d'une volonté délibérée - tout faire pour que nous ne puissions pas siéger et notamment voter contre des textes nocifs pour les agents comme celui qui est proposé sur les lignes directrices de gestion en matière de mobilité.

Pour **Solidaires Finances** la réforme des retraites voulue par le gouvernement est emblématique de la société à laquelle il aspire. Celle des inégalités, celle de la fragilisation des plus faibles, celle des « dames patronnesses d'hier », autant d'épouvantails qui conduisent la population à accepter toujours plus de reculs, de pertes de droits, de garanties, à se replier sur soi, à ne pas regarder l'autre pour ne pas culpabiliser de sa propre absence de solidarité, en même temps que d'autres s'auto congratulent, s'auto gratifient, s'auto félicitent dans les salons feutrés de réceptions afin d'y recevoir « légions d'honneur » et autres dividendes.... Pour ces gens là, celles et ceux qui les combattent au nom de l'intérêt général et du plus grand nombre sont à discréditer, à disqualifier, il faut se débarrasser de ces empêcheuses et empêcheurs de tourner en rond.

Pour **Solidaires Finances**, se battre contre la réforme des retraites, c'est également se battre pour un meilleur service public, avec de vraies missions de service public exercées par des fonctionnaires dont le statut est garant d'un traitement identique pour l'ensemble de la population. C'est cela aussi l'attaque frontale contre la fonction publique, ses agents et ses missions et ce sur les trois versants : État, hospitalière et territoriale.

Bercy n'est pas et ne sera pas épargnée. AUCUNE DIRECTION ne l'est et ne le sera. Ne pas se sentir directement concerné.e, cela peut être confortable, à condition de ne pas avoir de famille, de liens affectifs, amicaux, ne compter sur et ne compter pour personne.

Se battre contre la réforme des retraites c'est se battre également pour que chacune, chacun puisse vivre décemment de son travail, c'est se battre pour que les conditions de vie et de travail nous permettent justement de profiter d'une retraite alors que nous sommes encore en bonne santé. C'est refuser la précarité dans le travail qui nous condamnerait à la précarité à la retraite.

Se battre contre la réforme des retraites c'est dire stop à la division, au refus de « castes », celles et ceux qui ont un travail, le privé, le public, les jeunes, les vieux, les femmes, les personnes en situation de handicap, celles et ceux qui ont un CE, c'est à dire dire non à l'individualisme, refuser de sacrifier le plus grand nombre pour quelques actionnaires et autres misanthropes. Nous avons le nombre. **Agir maintenant c'est agir pour demain, c'est également agir pour le climat, pour d'autres mode de consommation. C'est cela aussi l'enjeu de ce conflit.**